

Mesdames et Messieurs les délégués,

La baisse des prix internationaux de certains aliments ne doit pas nous leurrer. Les taux d'intérêt élevés, la dépréciation des monnaies locales, le possible choc du prix de l'énergie et l'endettement externe de dizaines de pays qui ont fait face à une pandémie dévastatrice maintiennent **des centaines de millions de personnes en situation critique.**

Cette crise n'est pas juste une crise de plus. Elle met en lumière les faiblesses structurelles des systèmes agricoles et alimentaires qui empêchent d'avancer dans la réduction de la faim et de la malnutrition, dans la préservation des écosystèmes et dans l'éradication de la pauvreté rurale – qui frappe plus durement les petits agriculteurs et les travailleurs ruraux, en particulier les femmes.

En raison de l'urgence climatique et des chocs récurrents, cette situation **risque de devenir la nouvelle normalité.**

Une nouvelle normalité qui requiert une **intervention de toute urgence** face aux conséquences de cette crise chez les personnes qui sont le plus frappées d'exclusion et les plus vulnérables, **et une accélération sans plus de délai de la transformation agroécologique** et juste des systèmes agroalimentaires mondiaux grâce à des politiques audacieuses et appropriées et à des investissements responsables.

Cette crise exige une **accélération de la transformation, et non son report.**

Il est impératif que les pays disposent d'un espace fiscal à cet effet et que les institutions financières internationales **fassent tout ce qui est nécessaire, quoi qu'il en coûte.**

Il est impératif de mettre en place un **plan mondial de stimulation des objectifs de développement durable** (ODD), comme l'a proposé le Secrétaire général, et que tous les pays respectent leurs engagements internationaux en matière de financement public mondial, d'aide au développement et de lutte contre le changement climatique, en particulier d'adaptation à ses effets.

Il est impératif que toutes les entreprises garantissent que l'intégralité de leurs investissements contribuent à la réalisation des ODD.

Mesdames et Messieurs les délégués,

En septembre de cette année, **nos dirigeants** se sont réunis à New York à l'occasion du sommet quadriennal sur les ODD.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est toujours **le cap que nous nous sommes fixés et qui nous unit.**

En dépit des énormes progrès accomplis au cours des dernières décennies en matière de réduction de la faim et de la malnutrition, et malgré l'avancée réalisée ces dernières années dans la réduction du retard de croissance infantile, **il est inadmissible que l'ODD 2 aie le moins de chances d'être atteint.**

Mais **ce n'est pas une fatalité.** Nous ne devons pas permettre que cela soit une prophétie autoréalisatrice. Cette tendance peut et doit être inversée, et nous avons le pouvoir de le faire.

C'est pourquoi nous devons **conjuguer** nos efforts.

Dans cette optique, nous consacrerons la première partie de cette 51^e session à l'examen de l'**action coordonnée** face à la crise alimentaire que nous vivons, et à la transformation des systèmes alimentaires qu'elle requiert, en nous concentrant sur l'autonomisation des petits producteurs et des producteurs familiaux, des peuples autochtones et des femmes et des filles.

Nous renforcerons les liens entre les délibérations et accords de ce Comité et le programme mondial ainsi que d'autres processus clés pour la concrétisation du droit à l'alimentation.

Nous entrerons dans l'année de **célébration du 20^e anniversaire des Directives volontaires** pour la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Et **nous élirons mon successeur** à la présidence de ce comité, lequel dirigera nos efforts au cours des deux prochaines années, ainsi qu'un nouveau Bureau.

Mesdames et Messieurs les délégués,

Comme l'a indiqué le Secrétaire général, un **monde multipolaire requiert davantage de multilatéralisme, et non moins.**

Les défis auxquels nous sommes confrontés requièrent davantage de **gouvernance renforcée et inclusive, et non moins.**

Depuis les communautés et les localités, depuis les territoires et les pays, jusqu'à la gouvernance mondiale dans le cadre de laquelle s'inscrit ce Comité.

En tant que président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, **je suis fier que nous soyons parvenus à des accords mondiaux relatifs aux politiques au cours de ces deux années si difficiles.** En tant que Comité, célébrons notre capacité à parvenir, dans ce contexte, à des consensus. C'est en soi un message d'espoir dans le multilatéralisme.

Nous entamons une semaine d'intenses débats dans le cadre de cette session plénière. Plaçons toujours au **centre de nos délibérations** les personnes qui souffrent le plus de la faim et de la malnutrition, de la pauvreté et des inégalités. C'est seulement ainsi que notre action aura un impact.

Je compte sur votre rôle moteur et votre générosité.

Je vous remercie de votre attention.